

L'Inde à l'heure de la mondialisation

La naissance d'un géant asiatique

La mort d'Indira Gandhi en octobre 1983 signe à la fois la fin d'un règne et l'achèvement d'un certain type de modèle économique de développement. Son fils Rajiv qui lui succède en 1984 initie un changement de cap par lequel l'Inde entre, timidement, dans le jeu des échanges internationaux et de la mondialisation. Le pays connaît alors une période de forte croissance dont les fruits sont toutefois encore mal répartis au sein de la population. Si la stratégie, les attentes et les résultats sont bien différents du voisin chinois, il n'en reste pas moins que les deux dernières décennies du XX^e siècle ont vu naître un autre géant asiatique.

I. Le temps de la « libéralisation furtive ».

I.1. Une première ouverture sous Rajiv Gandhi (1984-1989).

• **Au début des années 1980, il apparaît à beaucoup de spécialistes et décideurs indiens que le modèle de développement autocentré a montré ses limites.** Tous notent l'écart entre la relative réussite politique – malgré des limites et de fortes tensions internes, la démocratie est installée – et les échecs économiques – la croissance est molle et la pauvreté endémique.

Selon eux, la seule possibilité consiste à ouvrir le marché indien au reste du monde afin de promouvoir les échanges, clé du développement de l'Inde. Un lobby national d'industriels s'est même créé en faveur d'une libéralisation des importations de matières premières et de machines.

• **Rajiv Gandhi**, qui parvient au pouvoir en 1984, est plus pragmatique que sa mère. Il s'entoure de conseillers réformateurs, dont A. Hussain et P.R. Alexander, et de V.P. Singh qui devient son ministre des finances. Envisageant la situation difficile de son pays, Rajiv Gandhi **se montre favorable à un début de libéralisation** afin de « faire entrer l'Inde dans le XXI^e siècle ».

Toutefois, le Premier ministre évite de provoquer un effet de rupture avec les décennies précédentes. Dans ses discours, il adopte plutôt le ton d'une réforme à « petits pas ».

• **En réalité, c'est bien un tournant historique qui s'accomplit en Inde.** Les réformes de Rajiv Gandhi sont partielles certes, mais profondes car elles rompent avec presque quarante ans de politique économique autocentrée. Elles s'exercent dans quatre domaines :

- **L'ouverture aux importations.** Elle est encouragée par une réforme de la liste des autorisations générales d'importations. 79 biens figuraient sur cette liste en 1976, 1007 en 1987. Dans le même temps, la part des importations réservées à l'Etat baisse. Ce dernier cède certains monopoles d'importations au domaine privé qui peut alors acquérir des machines et des matières premières.

- **La promotion des exportations.** L'Etat incite à exporter. Les entreprises exportatrices reçoivent deux fois plus de licences que leurs besoins en importations, ce qui a permis l'achat de biens nécessaires à la fabrication de produits vendus sur le marché national.
- **La déréglementation de certains secteurs**, dont le BTP (bâtiment-travaux publics) en particulier où le prix de l'acier et du ciment cessent d'être fixés par l'Etat.
- **Une réforme de la fiscalité.** Afin de disposer de davantage de moyens, l'Etat baisse les impôts des entreprises et des particuliers qui y étaient soumis mais élargit l'assiette fiscale (seuls 1% des ménages étaient soumis à l'impôt jusque là).

I.2. Des réformes à l'impact réel mais controversé.

• Les effets des réformes se sont vite sentis. **L'Inde connaît une croissance importante, de l'ordre de 5,5 % par an avec une pointe à 7,6 % entre 1988 et 1991.** Quant aux exportations, si leur taux de croissance plafonnait à 1,2 % entre 1980 et 1985, elles ne tardent pas à décoller (14,4 % par an en moyenne entre 1985 et 1990). Toutefois, elles ne représentent encore que 2,5 % des exportations mondiales.

Cette ouverture, même modeste, transforme en tout cas le quotidien de la population dont une certaine frange peut désormais acquérir des biens de consommation durables tels la télévision et des appareils électroménagers. Les automobiles se généralisent également, grâce notamment à un partenariat entre un groupe indien, Maruti, et Suzuki.

• La croissance du pays ne doit cependant pas tout à l'extériorisation de l'économie indienne, loin s'en faut. **En réalité, la dette extérieure et l'augmentation des dépenses publiques sont également pour beaucoup dans ce « miracle des années 1980 ».** La dette est en effet passée de 20.6 milliards de dollars en 1980-81 à 64.4 milliards en 1989-1990. Ces sommes ont servi à combler l'important écart existant entre les exportations et les importations afin d'équilibrer la balance des paiements. Elles ont également permis à l'Etat d'investir dans la défense, d'aider l'agriculture (programme *watershed development* afin de lutter contre l'érosion des sols) et enfin d'augmenter les salaires ce qui a poussé vers le haut la consommation intérieure.

Toutefois, l'envolée de la dette, si elle est l'un des moteurs de la croissance et du développement indien, est insoutenable à terme.

• **De fait, la politique du Premier ministre est critiquée de toute part.** L'aile gauche du Congrès l'accuse de faire des réformes pour les classes supérieures au détriment des oubliés des campagnes. A droite, le patronat déplore que la libéralisation soit partielle. Les grands chefs d'entreprises souhaiteraient que leur pays adopte, à l'instar de la Chine, un modèle de développement extraverti.

Face à cette avalanche de critiques, Rajiv Gandhi quitte le pouvoir en janvier 1989. V.P. Singh lui succède pour un court intermède de deux ans avant que le nouvel homme fort du Congrès, Narasimha Rao, ne prenne le pouvoir.